

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82)

Côte de la Lombardie
76000 ROUEN

Références : UDRD-2023-12-T-793
Code AIOT : 0005800445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82) implanté Côte de Lombardie CD 43 76000 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées, relative aux contrôles inopinés des rejets dans l'eau avec prélèvement pour analyses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82)
- Côte de Lombardie CD 43 76000 ROUEN
- Code AIOT : 0005800445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de la côte de la Lombardie, à Rouen, dite « CURB » (Chaufferie Urbaine Rouen-Bihorel), est équipée de chaudières au gaz naturel, d'une chaudière à la biomasse, et de deux unités de cogénération pour la production d'électricité. Elle fournit de l'énergie au réseau de chaleur de la Métropole Rouen Normandie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets dans l'eau - contrôle avec prélèvement pour analyses
- Respect des valeurs limites d'émission

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.9.1	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non-conformité, aboutissant à formuler une demande, portant sur la transmission de l'autosurveillance sous GIDAF.

Les résultats du contrôle inopiné sont conformes aux valeurs limites d'émissions prescrites dans l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le site est doté de deux points de prélèvement pour les rejets d'eaux de process (condensat des chaudières) : 1B (chaufferie et cogénération 2) et 1C (cogénération 1). Les eaux rejetées à ces points sont accessibles depuis des trappes en extérieur. Aucun matériel de mesure n'est installé à demeure : l'autosurveillance est entièrement réalisée par un prestataire avec son matériel. Pour les contrôles, les prélèvements sont asservis au temps, faute de mesure de débit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Dépose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Lors de la récupération du matériel après 24h de prélèvement, le matériel du laboratoire ne semblait pas avoir été touché. Le volume prélevé était suffisant pour remplir les flacons du laboratoire, et les deux flacons laissés à l'exploitant pour une éventuelle contre-analyse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : MEST - 600 mg/L DCO - 2000 mg/L DBO5 - 800 mg/L Azote global (exprimé en N) - 150 mg/L Phosphore total (exprimé en P) - 50 mg/L Composés organiques halogénés (exprimés en AOX ou en EOX) - 1 mg/L Sulfates - 400 mg/L Phénol - 0,3 mg/L Hydrocarbures totaux (HT) - 5 mg/L Cadmium (Cd) et ses composés - 3 mg/L

Plomb (Pb) et ses composés - 0,1 mg/L Mercure (Hg) et ses composés - 0,1 mg/L Nickel (Ni) et ses composés - 0,5 mg/L Cuivre (Cu) et ses composés - 1 mg/L Chrome (Cr) dont hexavalent et ses composés - 2 mg/L Zinc (Zn) et ses composés - 2 mg/L
Constats : Les résultats du contrôle inopiné n'ont pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant réalise bien une autosurveillance annuelle des rejets dans l'eau, telle que prescrite à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont accessibles sous GIDAF, mais les déclarations 2021 et 2022 sont restées au stade "enregistrée" et ne sont donc pas formellement transmises. Bien que mineure, cela constitue une non-conformité.
<u>Demande n° 1 :</u> l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour que la transmission de ses déclarations d'autosurveillance soient complètement transmises sous GIDAF. Cela concerne les déclarations 2021, 2022, et la future déclaration 2023. L'exploitant doit confirmer la réalisation de cette action sous 2 mois, le temps que sa déclaration 2023 soit transmissible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'inspection a vérifié l'accréditation du prestataire assurant l'autosurveillance de l'exploitant. L'inspection n'a aucun commentaire à formuler sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite